

16 Février 1963

BI-MENSUEL

le 1^{er} et le 3^e samedis

5^e année - N° 70

6, rue de Siam
B. P. 89 BREST
Tél. 44.49.38

C.C.P. :
Rennes 1132-86

Abonn. d'un an : 8 fr.

« de soutien » : 20 fr.

Etud. et soldats : 5 fr.

Le n° : 40 centimes

Organe de défense
des intérêts bretons

L'AVENIR de la Bretagne



JEUNESSE ARDENTE

Nous avons relaté la semaine dernière la traditionnelle fête de Bleimor — Voici, debout pour le Bro Goz quelques uns de ces jeunes qui sont l'espoir de la Bretagne. (Actualités - Mondial-Photos)

VOUS LIREZ :

● EN PAGE 2 :

Le folklore au Palais-Bourbon.

● EN PAGE 3 :

Décentralisation à rebours. Inquiétudes agricoles.

● EN PAGE 4 :

Georges Lombard, réélu maire de Brest. Propos d'un pionnier.

EDITORIAL

IL Y A COMPLEXE ET COMPLEXE

LE COMPLEXE ANTIEUROPEEN... C'est le complexe sidérurgique qu'on nous manigance. L'affaire, bien orchestrée, commence en sourdine : on laisse entendre, très discrètement, que les grandes sociétés acérisées songent à exprimer prochainement au gouvernement leur souhait que le prochain complexe, dont on dit qu'il pourrait être le dernier à voir le jour dans un avenir prévisible, soit édifié dans la banlieue de Marseille. Sa construction ira de pair avec la liaison Rhône-Lorraine. On fermera la bouche aux protestataires de l'Ouest en leur promettant une transversale par le Val de Loire qui, dans un délai indéterminé, mettrait Nantes à la porte des fournisseurs marseillais...

La chance de Marseille, le préfet de Loire-Atlantique l'a dit crûment et « L'Avenir » a rapporté ses propos, c'est de concurrencer Gênes, c'est de gêner les Italiens. Et puis il y a des hommes politiques à ménager, et les intérêts privés de trusts dont la puissance ne le cède à quiconque.

Marseille est adossée aux déserts des Alpes et du Centre. La Basse-Loire, au cœur d'une région prolifique et qui veut se développer, serait le seul centre métallurgique de la côte européenne entre Dunkerque et Santander. L'intérêt public, la justice, le souci de l'équilibre, les affirmations des gouvernants tout devrait concourir à la faire choisir par l'Etat, seul responsable de la décision.

La presse explique sans fard les buts du communiqué « de source sérieuse » dont elle a fait état. Il s'agit de décourager les villes concurrentes et d'éviter qu'elles ne s'engagent, dans une industrialisation sans espoir ; il s'agit, parallèlement, de faire savoir aux industries tentées par le voisinage des hauts-fourneaux que ce n'est pas sur l'Atlantique qu'il faut s'implanter, mais près de la grande voie du nouvel Empire Franco-germanique.

Si Saint-Nazaire est sacrifié à Marseille et au trust de l'acier, ce sera une déclaration de guerre de la France des privilèges à la « sous-France » atlantique. Et c'est bien ainsi que le comprendront nos collectivités locales et régionales, toutes unies et solidaires.

P. R.

Quel jeu pratique le gouvernement ?

LE MINISTRE PISANI IRONISE : LA LOI-PROGRAMME, C'EST UN MAUVAIS DADA!

LES événements vont très vite. Paris ne craint pas l'affrontement qui se prépare. Paris attaque. Notre agriculture est la seule activité qui soit de taille à sauver la Bretagne en se sauvant elle-même. Quand les agriculteurs le voudront, la Bretagne sera sauvée. Paris le sait.

par L. PEMPOUL

avoir remporté un premier succès.

Il est impossible, jusqu'ici, de savoir le détail des événements. Cependant trois points semblent indiscutables :

● Pisani a divisé les Bretons. Il a refusé de rencontrer le C.E. L.I.B., même sa très officielle Commission d'Expansion Régionale et même le président de celui-ci, Michel Philipponneau, professeur de géographie à l'Université, poitevin, mais suspect parce que marié à une Bretonne. Les dirigeants agricoles ont eu tort d'accepter d'affronter Pisani en se privant de l'appui moral considérable du C.E.L.I.B. (Chambre de commerce, Syndicats, Cercles Celtiques, élus), et en se laissant enfermer dans des problèmes auxquels Michel Philipponneau aurait rendu toute leur ampleur.

Cela ne devrait plus jamais se reproduire. Il faut que tout groupe breton victime soit d'attaques, soit de cajoleries suspectes, se déclare solidaire des autres. « La situation n'est pas mauvaise seu-

lement dans l'agriculture, la situation est bretonne et elle est mauvaise partout » déclarait déjà Henri Ducassou à Pontivy en août 1961.

(suite en page 4)

Les étudiants ont manifesté

A l'occasion de la visite d'Edgar Pisani, les sections étudiantesennes du M.O.B. avaient édité à plusieurs milliers d'exemplaires un tract qui illustrait combien la Bretagne est la parente pauvre de l'agriculture française et se terminait par deux phrases lapidaires : « L'agriculture dans l'économie moderne, est-ce réservé aux propriétés de M. Pisani en Haute-Marne ? » et « Exigeons une loi-programme pour la Bretagne en 1963 ! ». Certains étudiants confectionneront avec ces tracts de petits avions qu'ils envoyèrent sur la tribune d'où péroraient le ministre à la faculté de Droit...

BRETAGNE, GRANDE- BRETAGNE ET MARCHÉ COMMUN

EN décembre dernier les porte-paroles du gouvernement se confondaient en protestations embarrassées pour affirmer en réponse aux allégations de certaine presse, que seuls des obstacles techniques étaient responsables de la longueur des négociations préalables à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Réuni à la même époque le congrès du M.O.B., sur proposi-

tion du comité directeur de ce mouvement, dénonçait la tactique dilatoire employée par la France, dans laquelle il ne voyait que simples prétextes pour s'opposer à la candidature de la Grande-Bretagne. et tenait à affirmer à nouveau que l'intérêt breton exigeait l'entrée de Grande et de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

Après le torpillement des conférences de Bruxelles par les représentants de la France, il est facile de voir que c'est le congrès du M.O.B. qui avait raison.

L'n'est pas de notre propos de juger sur le plan général le geste que vient d'accomplir le Président de la République et son gouvernement, ni de déplorer avec bien d'autres le coup d'arrêt qu'il donne ainsi à l'utilisation de l'Europe. Notre préoccupation n'est ici que de juger et d'apprécier ce geste sur le seul plan de l'intérêt breton. Nous avons le devoir de dire tout net qu'il va directement à l'encontre des intérêts de la Bretagne et qu'il lèse profondément. En s'opposant à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun le gouvernement de la France porte un coup qui risque d'être fatal à l'avenir de l'Europe des Six, mais il porte de plus un coup bas à l'avenir économique de la Bretagne. Il lèse aussi profondément ses intérêts, et pése sur le futur de son développement économique plus lourdement que ne le faisait la réforme tarifaire de la S.N.C.F. contre laquelle les Bretons se sont victorieusement battus.

L'économie bretonne est, depuis des décades, prisonnière au sein des limites étroites de l'hexagone : la politique commerciale protectionniste de la France a eu pour résultat de fermer la mer

(suite en page 4)

LE CONGRÈS CELTIQUE INTERNATIONAL

Le congrès celtique international se tiendra cette année à Carbis Bay, St. Ives, Cornwall, du 15 au 23 avril. Le secrétaire à l'organisation pour la Bretagne est : M. Y. Ollivier, 23 bis, Bd Buriou, Rennes (Ille-et-Vilaine) auquel les personnes intéressées doivent écrire le plus tôt possible.



Cette fois, ils ne m'ont pas fait trinquer... Mais c'est eux qui « trinqueront » !



Propos d'un pionnier (4)

VIVRE TRANQUILLE?

CES derniers mois, de Saint-Pol à Nantes, j'ai pu constater que l'intérêt porté au M.O.B. ressemblait à un feu d'artifice d'initiatives disparates. Les uns luttent contre les Prinsim, les autres projettent l'installation d'un aciérie ultra-moderne. Lors des élections, des militants s'employaient pour faire « passer » Pieven, tandis que d'autres tentaient de faire élire des hommes plus « comme nous ».

Cet été, j'avais déjà côtoyé des spectateurs émerveillés du Congrès Inter-celtique de Tréguier, et des obscurs calligraphes de « Non aux casernes, oui aux usines » car il faut de tout pour faire une foule. Et tous ces gens sympathiques et actifs étaient persuadés (hélas !) que seule leur action était valable !

Mais si un journal ne peut être un lieu suffisant, si un congrès annuel ne peut pas mieux assurer la liaison, qui empêche nos militants de s'unir, et nos Comités locaux de se jumeler d'une fédération à une autre ?

Car si la Bretagne est toute peite à l'échelon européen, sa dimension paraît diablement géante encore pour bien des compatriotes. Non seulement les Lorientais sont plus éloignés en fait des Briochins, que les Parisiens ne le sont des New-Yorkais, mais le languoustier camaretois n'a pas l'air de se sentir cousin avec le métallo de Basse-Indre !

C'est le moment de transformer et d'adapter un vieux slogan « Bretons de tous les terroirs, unissez-vous ! »

Car s'unir, c'est échanger des idées, des expériences, des résultats et c'est connaître le problème multiforme breton que la presse quotidienne tient solidement caché dans ses vingt-cinq éditions où l'univers vu de Locminé s'arrête à Pontivy, Vannes, Baud et Josselin !

Vous êtes sceptiques ? Alors écoutez cette authentique affaire, en pleine époque d'industrialisation et de loi-programme :

Un chef d'entreprise récemment installé chez nous emploie des ouvriers qualifiés, embauchés sans spécialité, mais formés chez lui. Il les paye bien, mais déjà une bonne partie d'entre eux est partie. Perplexe, il a cherché les causes de cette étonnante émigration, et ce qu'étaient devenus ces hommes. Et tout simplement il les a découverts dans des activités étalonnées : arsenaux, S.N.C.F. etc., où ils gagnent à peine les deux tiers de leur ancien salaire !

C'est qu'en Bretagne, une fois le minimum assuré, le souci et le désir de vivre « tranquille » avec « la retraite », sont bien plus fort que l'appât du gain. Nos autos neuves et nos postes de télévision sont moins un signe d'enrichissement que la manifestation d'une volonté d'être à la page... avec de nombreux crans à la ceinture généralement.

Des philosophes, diriez-vous ? Peut-être, mais si nos étudiants, futurs cadres, passent également à la fonction publique, c'est-à-dire au service de ce Paris qui nous broie... pour l'avenir de la Bretagne ce n'est pas le jacobinisme qui sera détruit, mais notre peuple !

Yann POUPINOT.

QUÉBEC NATIONALISE... POURQUOI ?

La nationalisation de la production et de la distribution d'électricité par le gouvernement provincial de Québec est intéressante à plus d'un titre.

Les Franco-Canadiens — conséquence de la défaite de 1763 et

de la longue suprématie anglo-saxonne qui s'ensuivit — ont été jusqu'à présent tenus à l'écart de la gestion des grandes affaires industrielles de leur pays. Ils sont paysans ou notaires, mais les Anglo-Canadiens dominent le marché des capitaux et fournissent les cadres supérieurs des entreprises. Québec supporte de plus en plus mal ce reliquat abusif des siècles passés. A l'heure où les Noirs du Gabon sont maîtres chez eux, les Canadiens français se considèrent eux aussi comme un peuple majeur.

Le « Comité de vigilance rennais en veilleuse »...

Le 24 janvier, le Colonel Trinquier tenait une réunion à Rennes au Palais Saint-Georges. Il est inutile de rappeler ici le passé particulièrement... chargé de ce colonel en Algérie et autres lieux...

Ce qui nous étonne, c'est le silence des organisations dites anti-fascistes ; ces organisations démocratiques... ignorent-elles donc ce passé ? Leur « absentéisme » permit en tout cas à cette conférence de se tenir dans la plus grande tranquillité... On peut se féliciter de voir que la liberté de réunion, fleuron de tout régime démocratique, n'est pas morte, mais nous constatons qu'il existe deux poids et deux mesures !

L'an dernier, au mois de mars, une délégation du Comité de vigilance anti-fasciste (qui comprenait notamment, je crois, M. Foulon et Mme Simone Guerlavas...) se rendait auprès d'un pouvoir communiste et obtenait l'interdiction d'une réunion de Yann Fouéré, organisée par le M.O.B. Pour ces « courageux défenseurs » (sic), c'est un bien plus grand péché d'être breton que d'être fasciste...

Y. (Ch.)

Deux aumôniers bretons

Oberg et Knochen ont donc quitté les prisons françaises avec leur tête sur les épaules et, dit-on, cent mille morts sur la conscience. Nous n'avons aucun moyen de savoir si cela pèse lourd.

Les deux aumôniers de Fresnes ont saisi cette occasion pour rappeler qu'aucun autre parmi les condamnés à mort soumis dans les mêmes prisons à une torture de tous les jours, et qu'on vient d'introduire une lame dans le cou ou douze balles dans la peau, n'avait à son actif un pareil bilan. Ils ont donc demandé, tout net, qu'on suspende définitivement les exécutions.

Ils ont évidemment été priés d'aller exercer ailleurs leur logique et leur zèle intempestifs. C'étaient, bien sûr, deux Bretons : les R.P. Legouy et Jaouen.

Des Irlandais, des Islandais...

Recevant les « parlementaires des départements de S à Z » (beau symbole de l'organisation régionale qu'on nous promet), le général de Gaulle a cru plaisant d'afficher son mépris pour les peuples nations qui prétendent être quelque chose en Europe alors qu'on ne les voit même pas du haut de la tour Eiffel : « Des Irlandais, des Islandais !... Rien que des mots, cocasses à force de se ressembler... »

La politique du mépris n'a jamais qu'un temps. En poussant jusqu'à la caricature l'orgueil des grands « Etats-nations », on précipite leur ruine. On dira plus tard : c'était écrit. Quis vult perdere...

La nationalisation par la province des industries électriques est autorisée par la constitution du Canada, celui-ci étant, on le sait, un Etat fédéral. Elle permettra le remplacement progressif des cadres anglo-saxons par des cadres de langue française. Au même temps qu'elle conservera dans le pays les bénéfices d'exploitation.

En outre Ottawa cessera de percevoir les 8 milliards d'anciens francs de taxes fédérales que paient annuellement, sur les ressources de la province, les onze sociétés qui vont être nationalisées.

Enfin l'avantage d'assurer que l'industrie clef qu'est l'électricité sera gérée au mieux des intérêts généraux de la population.

L'opération décidée par le gouvernement libéral de M. Jean Lesage est donc très populaire dans la province, et même les milieux fédéraux d'Ottawa en reconnaissent le bien fondé.

MARCHÉ COMMUN

(Suite de la 1^{re} page.)

qui nous borde aux échanges fructueux qu'il ne demandait qu'à se multiplier entre la Bretagne et les pays riverains de la Manche et de l'Océan. C'est à elle que nous devons de payer plus cher notre charbon et nos produits pétroliers, que nos ports pourraient recevoir aux prix les meilleurs de l'Europe. C'est elle qui a fait que le marché naturel de nos produits agricoles, de l'autre côté de la Manche, à quelques heures de mer, ait été conquis par d'autres, comme le Danemark, auquel, ô ironie du sort, on offre pourtant à Paris de participer au Marché commun, même si la Grande-Bretagne en reste écartée... Proche voisin de l'énorme marché allemand et de celui de la France de l'Est il pourra ainsi, de surcroît, y concurrencer directement les produits de notre terre lointaine.

Nous l'avons déjà dit : l'avenir économique de la Bretagne, celui de son agriculture comme celui de son industrie, n'est pas le Rhin ; il est lié tout entier à l'ouverture, la plus large possible, de la mer qui nous borde. Dans un marché européen, la France des Britanniques nous sommes aussi prisonniers que nous ne l'étions dans l'hexagone étroit de la France métropolitaine. Nous y souffrirons encore plus de ce « handicap de la distance » exposé par R. Pieven et M. Philippoteau. Nous continuerons de punir et d'écarter ; par rapport à d'autres régions notre retard s'accroîtra.

Il est impossible à la Bretagne d'admettre et d'accepter une Europe amputée de la Grande-Bretagne et des pays celtiques d'outre-mer desquels nous sommes infiniment plus proches que des gens de Marseille ou de Strasbourg. La reconstruction du Saint-Empire Romain Germanique ne nous intéresse nullement : c'est de cet Empire-là que la Bretagne, il y a mille ans, avait déjà jugé bon de se séparer. Nous pensons, avec le général de Gaulle, que l'Europe s'étend de l'Atlantique aux plaines russes, mais nous ne voulons pas que les premiers rivages qui bordent cet Océan s'étendent de la Galice à l'Islande en passant par la Bretagne, l'Irlande et l'Ecosse. Loïn de nous séparer cet Océan nous unit ; nous nous tournons vers l'Occident et non vers le Ponant, vers ces îles brumeuses de l'extrême Ouest européen, où se sont conservés jadis, les trésors de notre civilisation, et qui sont devenues les têtes de

G. Lombard réélu maire de Brest

Ronan Goarant, secrétaire général du M.O.B. a fait la déclaration suivante après la réélection de M. Georges Lombard aux fonctions de maire de Brest :

« M. Georges Lombard, frère de notre adhérent Auguste Lombard, hôtelier à Brest, a été réélu maire de Brest le dimanche 27 janvier par 19 voix contre 18 au candidat UNR, au deuxième tour de scrutin.

« A l'ordre du jour de la séance du Conseil municipal, figurait d'abord l'installation en qualité de conseiller municipal de M. Le Goasguen, député UNR, en remplacement de Kervenn, décédé.

M.O.B.

Après une enquête réalisée par la commission économique du Mouvement pour l'Organisation de la Bretagne sur les dommages subis par l'ensemble de la population rurale du Nord-Finistère du fait de l'hiver, les dirigeants du M.O.B. suggèrent aux pouvoirs publics de déclarer cette région sinistrée et d'allouer aux agriculteurs victimes du gel, les prêts prévus à l'article 675 du code rural. Ces secours doivent permettre à l'activité économique de se poursuivre dans la mesure où des prêts de 9 ans à 3 % équivalents à la perte subie évaluée actuellement à 4 milliards d'A.F. Le M.O.B. pense que cette mesure est la seule capable de sauvegarder l'activité économique existante en permettant des embauches en petits légumes. Ceci assurera rapidement le plein emploi de la main-d'œuvre agricole menacée de chômage afin d'assurer l'intérêt de toutes les familles (motion).

La vie politique

« Le premier tour de scrutin voyait la candidature du Docteur Kerbrat, UNR, du Docteur Salaun, MRP, et de M. Trébaud, indépendant. Ils obtinrent respectivement 17, 8 et 12 voix.

« Après une suspension de séance, le Docteur Kerbrat demeura candidat à l'UNR, les Indépendants et le MRP obtinrent de M. Lombard d'être le candidat d'union présenté par ces deux formations.

« Le résultat du scrutin proclamé, le nouveau maire, dans une courte allocution, précisa qu'il a toujours soutenu que le député de la circonscription devait être maire, pour plus d'influence et d'efficacité auprès des ministères parisiens ; seule, la carence de M. Le Goasguen lui a fait accepter de nouveau cette charge qui, comme il le souligna, correspond davantage à un sacrifice qu'à un désir.

« Le M.O.B. qui, à l'issue du comité directeur, faisant suite au Congrès national de Saint-Brieuc, avait préconisé la candidature de M. Lombard, est heureux de son succès et lui fait confiance pour continuer à œuvrer efficacement, comme par le passé, à l'essor de Brest et de sa région.

Ronan GOARANT.

ORGANISATION BRETONNE DE LA GAUCHE EUROPEENNE

A l'occasion des assises internationales des Jeunes de la Gauche européenne, tenues à l'Hôtel de Ville de Reims les 26 et 27 janvier, l'organisation bretonne de la Gauche européenne, qui son existence confidentielle internationale. Créée à l'échelon « jeunes » (moins de 30 ans) à Rennes le 4 novembre 1962, elle a constitué son bureau de la manière suivante : Président : Gérard Toublan ; vice-présidents : Michel Quéré, Maurice Morvan ; secrétaire général : Hervé Graal.

Après avoir organisé avec succès une importante réunion d'information sur l'Europe, animée par André Philip, ancien ministre, elle prépare des assises agricoles. Cette organisation récente, qui compte déjà une large participation d'étudiants et de syndicalistes agricoles, s'est assigné pour objectif de promouvoir en Bretagne un large combat pour la réalisation d'une Europe intégrée et Fédérale au sein de laquelle notre pays jouisse de l'autonomie politique, économique et culturelle, conformément à la résolution du Conseil de l'Europe en date du 27 juillet 1961. Elle se vendique pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Organisation Européenne qui permettra à la Bretagne de reprendre sa place dans la communauté des peuples britanniques. (Communiqué).

YANN FOUERE.

LOI-PROGRAMME

(Suite de la 1^{re} page.)

Pisani est très intelligent. Les Bretons ne tiendront devant lui qu'en formant un bloc décidé à sauver de la ruine nos fermes, nos commerces, notre industrie et nos enfants.

« Pisani a brouillé les cartes. — Car il a refusé de recevoir à Rennes les élus et les économistes bretons, il a convoqué par contre les préfets et les dirigeants agricoles de 12 départements de « l'Ouest ». En noyant les problèmes de notre presqu'île avec ceux du continent, ceux des maraichers du Léon orientés vers l'Angleterre avec ceux des éleveurs normands qui alimentent Paris, on nous le dénature, on ramène à de petits problèmes locaux — alors qu'il s'agit du grand problème breton et de la détresse de tout un peuple.

« Pisani est satisfait — Il a déclaré à la presse que l'entrevue avait été cordiale, que (à part l'impatience des agriculteurs) tout le monde était d'accord. Le tableau n'a peut-être pas été si rose !... Mais en tous cas, le ministre parisien se sentait assez sûr de lui pour ridiculiser avec insolence la loi-programme.

« La question se pose : « Pourquoi ce mépris affiché pour la loi-programme ? Car enfin, c'est un catalogue très sérieux, rédigé d'après les rapports de 52 spécialistes, mis en forme définitive par un professeur d'Université ? La gifle n'atteint pas seulement le peuple breton, mais ces 1.200 élus et militants qui, devant les préfets que Pisani a consultés, avaient donné à la loi-programme leur approbation passionnée... »

« Une seule réponse est vraisemblable : 1963 verra la bataille décisive qui décidera si la Bretagne doit être un désert ou redevenir un pays prospère. Cette bataille est engagée. Nous allons voir la Bretagne se couvrir de camps militaires, de police, de troupes en prévision de la crise annuelle qui se déclenche cet été. Quelques jeunes Bretons indignés commettront des imprudences, tombant dans le piège classique des provocations. On criera aux « autonomistes » pour effrayer les braves gens et discréditer le Mouvement ; soyons vigilants et unis ; c'est le seul moyen de déjouer l'opération qui se prépare.

L. PEMPOUL.

Imprimerie
LES PRESSES BRETONNES
12, Rue Poulain-Corbion
SAINT-BRIEUC, Tel. 2-36
Le responsable
de la publication :
PIERRE LOQUET

Prochain numéro :
samedi 2 mars

Abonnement à "L'AVENIR"

Prénom et nom _____ N° _____
Rue _____ Département _____
à _____
souscrit un abonnement d'un an à L'AVENIR et verse ci-joint la somme de ... F. par chèque bancaire, par chèque postal (payer la mention inutile).

Abonnement ordinaire : 8 F. — De soutien : 20 F.
Etudiants, apprentis et soldats du contingent : 5 F.

L'AVENIR, B.P. 89, BREST (Finistère) C.G.P. Rennes 1132-86